L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLÉANS, MERCREDI MATIN, 29 JANVIER 1873. 46me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS.
MERCREDI MATIN 29 JANVIER

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Vincent & Co., aux Nos 57 et 59 de la rue de la Domaine—Marchandises sèches et étagères.

Par Louis Stern & Bros., dans leur salle d'encan No 15 rue de Chartres—bottes, souliers et brodequins.

Prix de l'abonnement à l'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

1 an	$14
6 mois	7
3 mois	3 50
1 mois	1 25
Prix du numéro	5 cents.

AVIS.

L'*Abeille* ne se vend que 5 cents le numéro dans nos bureaux et au dehors.

ABONNEMENTS A LA SEMAINE.

On peut s'abonner à *la semaine* avec les orteurs de l'*Abeille*.

SPECTACLES.

Mercredi soir, 29 Janvier 1873.

OPÉRA.—Concert Rubinstein.
ACADÉMIE.—Lurline, or the Knight of the Naiads
VARIÉTÉS.—A midi et le soir: Macbeth.
ST. CHARLES.—Paul Clifford.
MUSÉE D'ANATOMIE.—40 rue St Charles.

La Vérité.

La déposition de M. Lynch devant le comité du Sénat à Washington, a confirmé, presque mot pour mot, toutes les allégations présentées dans les mémoires du comité des citoyens, sur la manière dont le Bureau Lynch-Herron avait établi les retours de l'élection en Louisiane. On a pu voir, dans nos dépêches d'hier, que M. Lynch avait tout avoué, tout reconnu.

Toute l'affaire peut se résumer ainsi: Les quatre individus désignés par le juge Durell, comme composant le Bureau des retours, Lynch, Herron, Longstreet et Hawkins, trouvant que l'élection n'avait pas été bien faite par le peuple, l'ont refaite à leur guise. M. Lynch dit naïvement qu'ils ont agi sans avoir aucun des retours officiels de l'élection, mais en suivant les principes de justice. Ils n'ont pas proclamé les résultats du scrutin tels qu'ils sont été, mais tels qu'ils auraient dû être dans leur opinion. Cette manière de faire méritait une récompense. Les quatre hommes du caporal Durell l'ont reçue. L'honnête Lynch avoue que, depuis cette opération de révision du scrutin, son propre fils et Longstreet, Herron, Hawkins et Boxeo ont été nommés par Pinchback à des emplois lucratifs.

Bref: la vérité pleine et entière est déjà patente. Le comité du Sénat et le public qui lit, dans tous les Etats Unis, sont déjà édifiés sur la moralité des manœuvres et opérations accomplies par la coterie Kellogg en Louisiane. La preuve de la conspiration, de l'usurpation au moyen de la fraude et de la corruption, est pleinement faite. Le surplus de l'enquête ne fera qu'ajouter de nouveaux témoignages accusateurs à ceux qui sont déjà enregistrés et publiés. Mais, après ce qui est établi par l'enquête, il nous semble de toute impossibilité que le Sénat des Etats-Unis puisse admettre à siéger dans son sein MM. Ray et Pinchback. Cette dernière assemblée sans aucun titre légal et qui est le produit d'un complot criminel et odieux. Nous ne pouvons admettre que la majorité des sénateurs puisse endosser la fraude et se rendre complice d'une usurpation aussi flagrante.

En ordonnant l'enquête par suite des faits allégués contre la coterie Kellogg, le Sénat s'est moralement lié, et, du moment où les faits sont prouvés, il doit forcément rejeter les hommes de la conspiration. Autrement, son investigation se retournerait contre lui même et le couvrirait de honte.

Nous ne pouvons dire encore à quel parti le Congrès s'arrêtera sur les affaires de la Louisiane, et jusqu'où s'étendra son action; mais il nous paraît déjà présomptueux de prévoir qu'il ne peut pas reconnaître le gouvernement de la rue Dryades comme le gouvernement légalement du scrutin du 4 novembre 1872. C'est là un premier résultat qui nous semble acquis. Le retrait des troupes fédérales, dans la journée de lundi, a été la conséquence de la tournure qu'avait prise l'enquête.

Si le Sénat refuse d'admettre M. Ray, la législature des baïonnettes n'aura d'autre parti que de se dissoudre, et tout ce qui a été fait, depuis l'usurpation du juge Durell dans l'élection de la Louisiane, devra être considéré comme nul et non avenu. La légalité reprendra son empire et notre malheureux Etat pourra enfin respirer et entrevoir un avenir meilleur.

COURS D'ANGLAIS GRATUIT. — L'Union française offre une excellente occasion aux Français de apprendre la langue anglaise. On verra par un avis de M. Aristide Gérard, secrétaire de la Société, qu'à partir du premier lundi de février, un cours gratuit de langue anglaise sera fait dans les bureaux de l'Union française, rue St-Louis No 9. Les personnes qui désirent suivre ce cours sont invitées à se faire inscrire.

BANQUE NATIONALE DE L'UNION. — Les actionnaires de cette institution ont, le 20 du courant, été une liste de directeurs qu'on trouvera plus loin, et le 27 du courant les directeurs à l'unanimité, ont réélu pour président M. Carl Kohn et pour vice-président Mr. M. Simpson. Tous ces choix sont excellents et nous font bien inaugurer de l'avenir de la banque Nationale de l'Union.

TOUX, RHUMES, GRIPPE. — Dans ce temps malheureux de froid et d'humidité on tant de gens souffrent de la gorge ou des poumons, nous ne saurions recommander assez le BAUME AUX NAVETS INDIENS, préparé par B. Laplace, pharmacien, rue des Champs Elysées Nos 23 et 25. Ce Baume est souverain pour les affections dont nous parlons, et les catarrhes les plus invétérés cèdent à son heureuse influence. Nous en conseillons donc l'usage aux personnes qui sont affligées de la toux et qui sont sujettes aux bronchites. Le Baume aux Navets Indiens non seulement guérit ces maladies, mais il fortifie encore les poitrines délicates.

LIQUIDATION POSITIVE. — $15,000 de chaussures fraîches en vente à plus de 25 0/0 de rabais.—Le propriétaire des magasins Ursulines et Pontchartrain, ne voulant garder qu'un seul de ses magasins de chaussures le magasin de Pontchartrain, nous prie d'informer sa nombreuse clientèle et le public en général qu'à dater d'aujourd'hui 29 janvier, il met en vente pour liquidation et à plus de 25 0/0 de rabais, son magnifique stock de chaussures dont la valeur est considérable. La liquidation se fera dans ses deux magasins Ursulines et Pontchartrain, au coin des rues Ursulines et Chartres et au coin des rues Victoire et des Français.—Avis donc à ceux qui aiment les vrais "bargains" ils doivent savoir qu'il n'y en a pas à tous liquidation de chaussures comme de bien d'autres, et que les premiers acheteurs ayant le choix dans tous les numéros du même article sont les mieux servis. Qu'on se hâte donc si l'on veut profiter de cette liquidation qui, en raison de la popularité des deux établissements ne durera probablement que deux ou trois semaines. — C'est aussi une bonne occasion d'achat pour les marchands de la campagne actuellement en ville.

—Il n'est bruit en ce moment à Londres que d'une rencontre à l'épée qui a eu lieu entre deux membres fort connus du *high life* parisien. Le comte de X.... a reçu une blessure assez grave dans la poitrine, en atteignant son adversaire à l'avant-bras. La cause de ce duel, qui s'est terminé par l'enfermement mutuel des deux adversaires, a pour origine une discussion un peu vive dont l'objet était l'une des jolies blondes qui font en ce moment les délices de l'Alhambra.

Revue des Journaux.

La réforme est à l'ordre du jour, dit le *Picayune*. La leçon politique donnée par le balayage opéré à New-York contre Tweed, Hall et autres, paraît n'avoir pas été perdue à Washington. Le parti radical a une chance de se maintenir au pouvoir en se transformant en parti de réforme. De là les enquêtes auxquelles se livre actuellement le Congrès sur le crédit mobilier, sur l'élection de Caldwell dans le Kansas. Et c'est au milieu de ces turpitudes que s'offre aussi aux investigations du Congrès le bourbier Louisianais. "Tous les efforts, de quelque part qu'ils viennent, dit notre confrère, pour purger les gouvernements des Etats-Unis—gouvernement fédéral et gouvernements d'Etat—des abus habituels qui les ont caractérisés depuis dix ans, devront être soutenus par tout homme qui attache du prix à la liberté." Les affaires du crédit mobilier, de Tweed, de Caldwell, ne sont rien auprès de l'usurpation qui a eu pour résultat la saisie de tout un gouvernement d'Etat. L'intérêt de parti obligera les républicains du Congrès à répudier cet acte de vilenie sans pareil, et, en reconnaissant les droits de l'Etat ils rempliront le rôle de réformateurs faisant la guerre à l'usurpation, à la corruption et à la perfidie.

Dans un autre article, notre confrère s'élève contre la doctrine nouvelle de l'intervention du Congrès dans les affaires des Etats. Il soutient que dans le cas de la Louisiane, la seule juridiction qui appartiennt au Congrès est de déterminer les droits de ceux qui réclament des sièges au Sénat ou à la Chambre, de punir le juge qui a prostitué ses fonctions et d'assister sur le retrait de la force que le Président a illégalement employée en Louisiane.

Le *Picayune* fait ressortir les conséquences qu'aurait le refus du Sénat des Etats-Unis d'admettre Pinchback et Ray. La raison du refus serait l'illégalité de l'assemblée du Mechanic's Institute. Il en résulterait que Warmoth n'aurait pas été mis légalement en accusation et n'aurait jamais cessé d'être gouverneur, que Pinchback n'aurait jamais été gouverneur, que la création de la Cour Supérieure serait nulle, que les commissions données à Hawkins et à Morgan seraient des chiffons de papier, que Pinchback n'avait pas qualité pour recevoir la démission de Kellogg et ainsi de suite.

Le *Times* constate que le retrait des baïonnettes du Mechanic's Institute a fait perdre au gouvernement qui siége dans cet édifice son appellation distincte. Cependant la législature illégale composée en grande partie de personnes qui n'ont jamais été élues, continue à outrager les droits populaires en jouant à la législature. "Evidemment, dit le *Times*, le chef du gouvernement Kellogg ne sympathise pas pleinement avec le département législatif. Il favorise des réformes mais il veut tirer assistance des Chambres McEnery pour arrêter le courant de malhonnêteté qui importerait de nouveaux fardeaux à l'Etat." Bref, suivant le *Times*, M. Kellogg voudrait un compromis local pour sauver ses amis des résultats désagréables de l'investigation congressionnelle.

La fréquence des meurtres à New York a soulevé la question de savoir quel était le remède à cet état de choses. Le *Times* cite l'opinion de la *Tribune* qui ne voit dans l'application de la peine de mort qu'un palliatif momentané et il conclut comme suit: "ainsi se répète sans fin la vieille histoire du balancier sanglant oscillant entre l'action criminelle et la réaction vengeresse." Ce qui n'est pas consolant!

Le *Times* donne une longue analyse d'un discours prononcé par Mr. Herndon, le 11 courant, à la Chambre des Représentants à Washington sur un gigantesque projet pour unir au moyen d'un canal toutes les eaux navigables à l'ouest du Mississippi. Nous ne pouvons donner ici une idée de ce projet gigantesque, et nous ne pouvons dire ce qu'il contient de sérieux.

Le *Republican* entreprend la défense du bureau Lynch. Ce n'est pas de la faute de ce bureau s'il n'a pas eu les retours. Ce sont les démocrates qui en volant les documents ont mis le bureau dans la nécessité d'accepter ce qu'il a pu se procurer et fait de preuves d'occasion (secondary evidence). L'aveu est charmant!

Ce journal répond aux remarques ironiques de la *Voz de Cuba* sur les Etats Unis et les Indiens, en s'appuyant sur l'histoire des conquêtes faites par l'Espagne. Hélas! l'histoire ne répète ton jours! l'inhumanité des uns ne justifie pas celle des autres et c'est le cas de dire "6 civilisation, que de crimes commis en ton nom!" Mais tout cela ne prouve pas le droit d'intervention d'un peuple chez ses voisins.

Le *Republican* soutient de nouveau que les contribuables doivent payer trois cent mille piastres par an pour soutenir une trentaine de journaux républicains à l'usage des électeurs de ce parti, trop pauvres pour soutenir leurs organes, électeurs dont les neuf dixièmes ne savent pas lire et ne paient pas de taxes! Amen!

CURIEUX PROCÈS A PROPOS DE PATRIE.—*Le Droit* rend compte d'une manière très originale d'un procès dans lequel vient de se décider le sort d'un cheval qui, depuis deux années, a passé par toutes les péripéties du drame qui s'est joué en France. La pièce pourrait s'intituler *Bluette*, ou mieux *Patrie*, car ce sont les deux noms du cheval. Les cinq actes y sont.

1er acte.—1860.—La France est prospère et tranquille. Ses grands événements sont les fêtes théâtrales et les courses de chevaux. En ces temps-là, Bluette, tempérament de race, appartenant à M. Parcelier, marchand de chevaux, est primée au concours hippique.

2e acte.—Décembre 1870.—Paris est mourant, mais résolu, tout prêt à repousser l'assaut. Les provisions de bouche se font rares; le beurre et l'avoine manquent totalement.

Bluette, est réquisitionnée comme viande de boucherie et destinée au marché de la barrière d'Enfer, comme un vulgaire cheval de fiacre.

M. de Dyanne, qui se disant officier de l'état-major de la garde nationale, s'intéresse à son sort; il consent à la prendre à son service et la sauve de l'abattoir. Bluette change de nom et de propriétaire; elle s'appelle désormais Patrie, et ses promenades au bois deviennent des expéditions guerrières.

3e acte.—Après l'armistice.—Tout est confusion dans la grande cité, les vivres manquent encore: le foin coûte 5 francs la botte; la police est désorganisée. Patrie est volée par un palfrenier infidèle, conduite dans un repaire de fagbourg, retrouvée par miracle, grâce aux soins de M. de Dyanne qui s'est attaché à son coursier fidèle.

4e acte.—La Commune.—C'est le temps des réquisitions et des violences: temps dur aux bêtes comme aux gens. Patrie est portée dans Paris; son maître, porté sur la liste funèbre des otages, a dû quitter la ville en grande hâte. Patrie languit seule, cachée dans une arrière-boutique, ses sabots sont enveloppés de linge pour que le bruit ne trahisse pas sa retraite.

Mais un veille sur elle et on l'aime. Mme de Dyanne rentre dans Paris pour l'emmener, s'il est possible. Grâce à l'ambassade ottomane, on lui procure un passport de cheval turc, et voilà Patrie sauvée pour la troisième fois.

5e acte.—1871-1872.—La scène représente les ruines du palais de justice. Le calme est revenu. Patrie bien choyée a échappé à tous les périls: survient son ancien propriétaire, M. Parcelier, qui trouve bon de la réclamer. M. de Dyanne s'oppose à cette prétention, il expose qu'en décembre 1870 on lui a vendu Patrie moyennant 1,150 fr.

Qu'en ce moment-là, ni chevaux ni cavalier n'étaient assurés d'un lendemain; qu'il n'avait pas l'esprit aux affaires, et que l'exécution de ce marché avait été remise à la fin de la guerre, si la bête survivait.

Sans lui, du reste, Patrie n'existerait plus; il l'a sauvée trois fois de la boucherie, des voleurs et de la Commune; il en était, dit-il, si bien devenu propriétaire, qu'il n'a pas réclamé.

Moralité.—Le tribunal a donné raison à M. de Dyanne et décidé qu'il resterait propriétaire de *Patrie*, moyennant le prix de 1,150 fr.

TEMPERATURE.—28 Janvier 1873.
Thermomètre de C. DUMAINE, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	62	6
12 M.	65	7
3 P. M.	66	9
6 P. M.	67	8

THÉATRE DE L'OPÉRA.—Demain soir on jouera *Les Pauvres de Paris*, grand drame en 7 actes. M. Ariste, qui a rempli dimanche dernier avec un grand succès le rôle de Latude, est chargé du rôle de Planterose.

On nous prie d'annoncer que la matinée, samedi prochain, commencera à onze heures et demie, à cause du concert qui doit être donné l'après-midi.

Nous croyons savoir que le grand drame Sardou, *Patrie*, sera représenté pour la première fois dimanche prochain. On nous informe que la direction a fait préparer une grande mise en scène et s'est assurée les services du personnel considérable qu'exige ce drame.

CONCERTS RUBINSTEIN. — Le premier des trois concerts de Rubinstein et Wienawski doit avoir lieu ce soir à l'Opéra. Tous les dilettantes voudront aller entendre et applaudir ces deux grands artistes.

Nous apprenons, par une dépêche reçue hier soir, que la troupe de M. Grau a donné, hier mardi, un concert à Mobile, devant un auditoire très nombreux. Elle doit arriver ce matin à la Nouvelle-Orléans et elle donnera positivement son premier concert ce soir. Le programme sera celui que nous avons déjà fait connaître à nos lecteurs. Rubinstein exécutera deux morceaux de Beethoven, deux morceaux de Liszt, trois morceaux de Chopin, un de Handel, et un de Tsld. M. Wienawski exécutera sa fantaisie sur *Faust* et le Carnaval de Venise de Paganini, et Mlles Ormeni et Liebhardt chanteront plusieurs morceaux.

ACADÉMIE DE MUSIQUE. — La seconde représentation de *Lurline* a obtenu encore plus de succès que la première, et une foule considérable se pressait hier soir à la porte de l'Académie.

Miss Lydia Thompson, dans le rôle de sir Rupert, a été vivement applaudie à plusieurs reprises, ainsi que Mlles Camille Dubois et Weathersby.

M. Willie Edouin a été splendide dans son costume de fille de ballet, et M. Harry Beckett a excité comme toujours le rire des spectateurs.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—La salle de ce Théâtre était encore comble, hier soir, pour la seconde représentation de la tragédie de *Macbeth*, avec les deux grands artistes, Charlotte Cushman et Lawrence Barrett, dans les principaux rôles.

La pièce sera répétée encore ce soir.

THÉATRE ST-CHARLES.—M. John Collins, qui visite annuellement la Nouvelle-Orléans, a été accueilli avec joie par les habitués du vieux "Drury."

Ses joyeuses saillies et son jeu plein de finesse ont déridé les plus moroses.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Les plaidoiries à la Cour Suprême dans l'affaire de Morgan, contre le juge Kennard, ont été interrompues hier par l'absence du juge assistant Wyley.

La Cour s'est donc ajournée à demain à onze heures.

Une troupe de bandits dont la hardiesse n'a pas de borne, depuis que la pseudo-Législature du Mechanic's Institute a réuni journellement rue des Dryades, déjoue tous les efforts de la police depuis quelques semaines et attaque tous les citoyens qui passent la nuit dans les quartiers reculés de la ville.

M. V. E. Rieux, demeurant au No. 1806 rue Prieur, se rendait chez lui lundi soir vers minuit, lorsqu'il a été assailli par deux hommes au coin des rues Ursulines et St. Claude, qui l'ont terrassé et qui lui ont volé $35 en monnaie courante.

Aussitôt qu'il a pu se relever, M. Rieux a appelé au secours, mais un des coquins qui l'avaient dépouillé, s'est retourné alors et lui a tiré un coup de revolver, le blessant assez grièvement à la poitrine.

La police, arrivant une demi-heure trop tard, comme toujours en pareil cas, a transporté le malheureux à sa résidence où on lui a donné les soins que nécessitait son état.

Un couple portant le nom très rare de Smith a été arrêté hier, accusé d'avoir maltraité une certaine Rachel Ballon.

Il paraît que les conjoints Smith ont distribué une grêle de coups de poing à la malheureuse Rachel, qui a été forcée de se réfugier dans les bras d'un policier.

L'officier Evans, de la police du Port, a arrêté, lundi soir, un certain Bob Cox, alias Sanders, qui est accusé d'avoir commis un meurtre à Memphis, Tennessee, le 10 novembre dernier.

Un incendie s'est déclaré vers minuit, lundi soir, dans une maison inhabitée, située au coin des rues Jéna et Pitt, appartenant à M. A. B. Wiley.

La bâtisse a été entièrement détruite. Les pertes sont évaluées à $500, et ne sont couvertes par aucune assurance.

On rapporte que le feu est l'œuvre d'un incendiaire, mais les preuves manquent, comme toujours en pareil cas.

Une femme dont le nom est inconnu, fatiguée de la vie, a voulu se suicider lundi soir. Elle s'est donc dirigée vers le fleuve, en prenant la rue St-Louis, et s'est jetée délibérément à l'eau.

Heureusement, un policier se trouvait là, et la malheureuse a été repêchée.

Elle a été reconduite à sa résidence rue Douane, près de Bourgogne.

SÉANCE DU CONSEIL DE VILLE.—Le Conseil se réunit à midi, sous la présidence du maire Wiltz. Tous les fauteuils des administrateurs sont occupés.

M. Calhoun, administrateur du département des comptes publics, présente son rapport de la semaine, comprenant plusieurs ordonnances peu importantes qui sont passées.

Le secrétaire lit une communication du docteur C. B. White, président du bureau de santé, qui appelle l'attention du maire et du Conseil sur un rapport présenté il y a une semaine, relativement à la petite vérole.

Dans sa communication, le docteur White dit que cette terrible maladie menaçante de s'étendre davantage chaque jour, il est urgent que le Conseil municipal alloue une certaine somme afin de permettre au bureau de santé de vacciner gratuitement toutes les personnes qui le désireraient, dans les limites de la ville.

Le docteur White ajoute que cette dépense sera moins considérable en définitive que de payer $20 à $50, pour chaque malade qui sera envoyé à l'Hôpital de Charité.

La communication du bureau de santé, après avoir été soumise au maire, est rejetée.

La communication de Henry C. Dibble, président du Bureau des Ecoles publiques, qui avait été référée au Conseil des Administrateurs, lors de la dernière séance, est déposée sur le bureau.

Une seconde communication du même Henry C. Dibble, agissant cette fois en qualité de secrétaire du Bureau des Commissaires du Parc, est lue par le secrétaire et soumise au Conseil.

Elle a pour but d'avertir l'administration municipale, que si la ville ne paie pas dans le plus court délai, les arrérés des gratuités mensuelles qui sont dûes sur les taxes collectives en 1870, le président du Bureau des Commissaires du Parc portera plainte contre la ville devant les Cours de ville.

M. Schneider, administrateur du département des finances présente un rapport, dans lequel il déclare qu'un arrêt de la Cour de Circuit des Etats-Unis lui défendant de recevoir un paiement sur les taxes et des licences les certificats et un mandat métropolitains. Il se voit donc dans la nécessité de n'accepter pour les taxes et les licences de l'année 1876, que des sommes en monnaie courante des Etats-Unis.

M. Turnbull, administrateur du département du commerce, présente une requête pour autoriser le maire à nommer à la place d'assistant bibliothécaire à 4 nommer un bibliothécaire avec un salaire de $1,200 par an. La résolution est adoptée.

☞ Il ne faut pas accepter de confiance un produit simplement parce qu'il est nouveau et sur la foi de son nom, aussi les propriétaires des HOME STOMACH BITTERS n'ont-ils pas cette prétention. Ils invitent seulement les consommateurs à faire l'essai de leur produit et à le soumettre à l'examen de tout médecin compétent, convaincus qu'ils sont de voir leurs bitters appréciés par les hommes de goût et les amateurs pour leurs propriétés bienfaisantes et pour leur saveur agréable.

Législature de la Louisiane.

Séance du 28 Janvier 1873.

SÉNAT.

Le Sénat se réunit à 1 heure P. M., sous la présidence de l'Hon. D. B. Penn, lieutenant-gouverneur et président du Sénat.

A l'appel nominal seize membres répondent à leurs noms.

Le sergeant d'armes est envoyé à la recherche des membres absents.

Le sergeant d'armes rapporte que MM. Noland, Todd, Thompson et Booth sont malades.

MM. Thomas et Cage sont en congé avec permission et que MM. McMillen et Hunsaker sont à Washington en relation avec le comité congressionnel.

M. Herron fait la motion d'inscrire dans le procès-verbal, les raisons qui ont empêché ces messieurs d'assister à la séance d'aujourd'hui—adopté.

Sur motion de M. Swords, le Sénat se rend en corps à la Chambre des Représentants, pour procéder à l'élection d'un Sénateur.

L'élection étant terminée le Sénat s'ajourne à demain, à 11 h. P. M.

CHAMBRE.

L'Assemblée est appelée à l'ordre à une heure.

M. Fuselier présente un bill relativement aux assurances sur la vie, au profit des femmes mariées et d'autres personnes.

Le bill est lu deux fois et référé au comité judiciaire.

Un message du Sénat annonce à la Chambre que le Sénat est sans quorum, à cause de l'absence de deux sénateurs, mandés à Washington, comme témoins, et de la maladie de quatre autres en ville.

Le Sénat se joint néanmoins à la Chambre et M. Voorhies explique la raison pour laquelle le Sénat se joint à la Chambre. C'est, dit il, pour nous conformer à la Constitution des Etats-Unis, qui prescrit que dans le cas où le sénateur ne sera pas nommé le jour désigné par la loi, les deux Chambres devront se réunir tous les jours subséquents jusqu'à ce que la nomination soit faite.

Le Sénat se retire alors dans sa salle et la Chambre s'ajourne au lendemain.

Pseudo-Législature.

Séance du 28 janvier.

SÉNAT.

Le bill de la Chambre relatif au remboursement de la taxe sur le coton est lu deux fois et référé au comité des relations fédérales.

M. Ingraham présente son bill pour payer $2,000 à M. Blommart pour services qu'il a rendus comme quartier-maître de la milice. *Référé.*

M. Burch demande la reconsidération du vote négatif sur la motion pour un Bureau des Retours mercredi. Adopté, et la résolution est déposée sur la table sujette à appel.

Le Sénat se retire en séance exécutive. Le Sénat rentre en séance publique et s'ajourne.

CHAMBRE.

M. Hulsepath, de St-Jacques, demande que le comité des canaux et du désenchaînement examine les affaires de la compagnie du nouveau canal. Adopté.

M. Elliott, d'Orléans, demande que le même comité présente un bill relatif aux droits civils sur les chemins de fer dans cet Etat.—Adopté.

M. Bryant d'Est Baton-Rouge, demande que le même comité rapporte un bill relatif au bagage sur les chemins de fer et protège ce bagage contre la négligence des employés qui le brisent et le manient trop rudement.

Le bill de la Chambre No 69, autorisant le juri de police de Terrebonne à émettre des bons pour certains buts, est adopté.

Le bill de la Chambre 93, pour exempter de taxes sur ses bâtisses, passe.

Le bill du Sénat 52, intitulé "Acte pour ordonner au trésorier d'Etat de suspendre le payement de tous les warrants capitalisés, émis jusqu'ici par l'Assemblée législative, et qui peuvent être émis suivant la loi, est renvoyé au comité.

M. J. Rec. de Bossier, donne avis qu'il présentera un bill pour rappeler la loi, créant la paroisse de Webster.

Un secrétaire du Sénat est annoncé. Il demande le trésorier de la Chambre pour le bill relatif à la compagnie du gaz Crescent City.

Le bill sur la vente des warrants pour payer les frais de la session extraordinaire de 1872, est renvoyé au comité.

Le bill amendant certaines sections de la loi électorale vient en discussion.

M. Young fait une motion d'ajournement à demain. La motion est repoussée par 51 contre 15.

M. Young s'oppose à la loi et veut qu'on en finisse avec le carpet-baggisme. Il ne veut pas qu'on donne à un gouverneur le pouvoir dont un autre a été dépouillé. M. Young dit qu'il aurait plus de confiance dans un démocrate que dans un carpet-bagger.

M. Murrell, couleur, appuie fortement M. Young. Il s'oppose aussi à l'élection de toutes les autres bagues qui ont tout au plus quelques jours ou quelques semaines de résidence.

M. Young désire faire connaître à la Chambre qu'il n'est autant qu'un ami au carpet-bagger blanc qu'aux intrus de couleur comme son ami, M. Murrell.

M. Murrell répond avec indignation qu'il réglera cette affaire avec M. Young au-dehors de l'Assemblée.

—Eh bien! allons, je suis prêt, réplique M. Young en riant.

M. Bryant s'oppose à ce qu'on donne au gouverneur le pouvoir de nomination des inspecteurs d'enregistrement.

M. M. Hahn approuve le bill dans toutes ses parties, et le bill est adopté par 44 contre 11.

Au moment de voter sur le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer central en Louisiane, on s'aperçoit qu'il n'y a pas quorum de 54 membres, nombre suffisant pour un quorum, décide le président.

Mais M. Rodrigues s'échappe par la cabinet de l'orateur; ainsi fait M. Jewell qui vient d'entrer. On leur court après, mais on ne peut les atteindre, et la Chambre est forcée de s'ajourner au lendemain.

—M. de Najac, accompagné de M. Michaelis, agent général correspondant de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques aux Etats-Unis, s'est rendu l'été dernier à New-York, chargé d'une mission de la Société des auteurs et compositeurs et de la Société des gens de lettres, afin d'étudier la question de la propriété littéraire en vue d'un traité international à obtenir.

Il a constaté avec plaisir que les Américains s'en étaient déjà occupés eux-mêmes. Dans une conférence tenue devant le Comité de librairie, bon nombre d'auteurs et d'éditeurs ont rédigé un projet d'acte pour assurer désormais aux auteurs et artistes étrangers; et M. Appleton, un des grands éditeurs de New-York, doit, le mois prochain, déposer ce projet sur le bureau du Congrès.

M. de Najac a prié les deux Sociétés littéraires de France de vouloir bien appuyer par une pétition, le projet de M. Appleton. Cette pétition est déjà rédigée. Elle peut être d'un grand poids si nos confrères les plus illustres veulent bien y apposer leurs signatures.

En outre, par le résultat de cette démarche collective, M. Michaelis n'a rien négligé pour protéger les intérêts individuels des auteurs français.

Lors d'un premier voyage aux Etats-Unis, il y a un an, il rendit très avantageusement le *Roi Carotte*.

A son second voyage, il a vendu l'*Oncle Sam* de Sardou, la *Femme de Claude* de Dumas, la *Comtesse de Somerive* de Barrière et de madame de Prémaray, le *Chevalier Jacques* de Leroy, et plusieurs pièces inédites.

Pour tous ces ouvrages, il a obtenu un droit fixe par représentation, avec cette clause que les 25 premières représentations sont payées d'avance. Ce droit varie selon l'importance de l'ouvrage et la réputation de l'auteur.

Mais M. de Najac prévient ses confrères qu'en l'absence de tout traité international, ils ne doivent pas faire imprimer leurs ouvrages, s'ils veulent toucher des droits sur les Etats Unis. Les directeurs américains avec lesquels nous traitons ne peuvent s'assurer l'exploitation exclusive de leurs ouvrages que par la publication antérieure à Paris.

UN ROMAN DE LA VIE RÉELLE.

On lit dans l'*Avenir National* du 29:

"Il vient de mourir dernièrement, à Rouen, une femme dont l'existence fut à la fois si étrange et si attristée qu'elle vaut la peine d'être racontée.

"En 1818, elle avait été trouvée en maillot dans une des rues d'Evreux par un banquier de cette ville, M. Simpson, décédé. Cet excellent homme rapporta son intéressante trouvaille à sa femme, bonne, personne s'il en fut, et le poupon fut élevé avec tous les soins imaginables. Une éducation brillante lui fut donnée, et lorsqu'à 16 ans Albertine sortit de pension, c'était une merveille de gentillesse et de savoir.

"Elle faisait l'admiration de tout le pays, et sa mystérieuse naissance ajoutait encore aux charmes de sa personne. Aussi les prétendants ne manquèrent pas de toutes parts. Albertine cependant ne put trouver une fin de non-recevoir à toutes les offres qui lui étaient faites, même les plus flatteuses. Le bon tuteur, fatigué de tous ces refus, finit par lui annoncer qu'il était décidé à quitter la France. Albertine, atterrée de cette absence, ouvrit les yeux et pendant son absence, ouvrit les yeux et pendant son absence, ouvrit les yeux de notaire, qui avait promis à Albertine qu'elle serait heureuse, et qui, pendant ce temps, avait fait une grande demande pour le compte d'un petit intrigant.

"Le tuteur essaya de prévenir à son égard sa pupille que Xavier n'était pas le parti qu'il lui fallait, et que ses qualités de toutes sortes la désignaient à un rang plus élevé.

"Albertine se laissa si peu persuader, qu'elle écrivit sur le champ à Xavier que son tuteur ne consentirait jamais à leur mariage, et qu'il n'y avait plus qu'un parti à prendre, celui de fuir.

"Un plan d'évasion fut aussitôt imaginé, et tout fut exécuté comme il avait été convenu. Nos deux amants partirent pour le Havre et prirent un bateau qui devait les conduire à Londres.

"Xavier devait se mettre professeur de français, et Albertine professeur de musique.

"Leur bonheur fut de courte durée, et de si beaux rêves devaient s'évanouir à la fin même de leur voyage.

"En débarquant à Londres, Xavier fit un faux pas sur la passerelle qui conduisait du pont du bateau au quai, et disparut sous les flots. On se précipita à son secours, mais ce ne fut qu'au bout d'une heure seulement que le cadavre du malheureux amant fut retrouvé.

"Albertine, dont on comprend le violent désespoir, voulait aller retrouver dans l'autre monde celui qui l'avait si brusquement quittée, et plus d'une fois elle essaya de se jeter à l'eau. Mais un pasteur protestant, qui avait fait la traversée avec le même bateau qu'elle, réussit à la calmer et la demanda d'attendre à son jour. Il recueillit chez lui Albertine, et fit mettre au courant de sa situation et entra en relations avec son tuteur.

"Le brave banquier, au moins aussi désolé qu'Albertine du malheur qu'il avait causé, accourut par le premier bateau à vapeur, mais il était trop tard. Malade d'une fièvre cérébrale qui menaça de l'emporter, elle ne tarda pas à être hors de danger, et le docteur put la ramener à la vie.

"Elle allait entrer à jamais retraite, lorsqu'une lettre anonyme lui apprit que celui auquel elle s'était donnée, son Xavier adoré, n'était autre que son frère.

"La raison d'Albertine, déjà si cruellement ébranlée par son récent malheur, ne put résister à un pareil coup, et elle devint folle. On fut l'enfermer dans une maison de santé et l'y garder pendant près de douze ans.

"Elle en sortit enfin, non pas guérie mais du moins rendue; elle semblait avoir perdu le souvenir de tout ce qui lui était arrivé, et sa folie consistait à s'isoler de tout le monde; elle ne répondait pas aux questions qui lui étaient posées et ne voulut jamais souffrir auprès d'elle aucune personne qui se nourrisse.

"En 1850, son tuteur mourut en lui laissant une fortune suffisante, et la nourrice qui était des environs de Rouen et qui l'en ne retenait plus à Evreux, vint établir la malade dans un des principaux quartiers de Rouen.

"C'est là que la pauvre folle vécut, et c'est là qu'elle est morte.

"Elle ne voyait personne et restait toute la journée enfermée dans sa chambre, sans vouloir même se mettre à sa fenêtre.

"Elle n'a été malade qu'une fois pendant les vingt-deux ans qu'elle a demeuré à Rouen, et l'on a eu toutes les peines du monde pour lui faire voir un médecin.

"Une particularité à noter: quand elle consentait à parler le mot de Xavier revenait à chaque instant sur ses lèvres et quand elle voulait désigner tous les objets qu'elle désirait.

"Sa bonne nous a dit qu'à ses derniers moments elle a murmuré ces mots: "Pourquoi ne l'ai-je reconnu!"

"Dans le quartier, on ne la connaissait que sous le nom de "la paralytique," et nul ne soupçonnait les drames intimes de cette longue existence."

Décédé ce matin, 29 courant, à 2 heures, à Plaquemine, Mme CONSTANT GALOMET, épouse de M. Augustin Galomet, Pas de Calais (France). Le convoi aura lieu de la résidence de M. Galomet, rue Lafayette, à Plaquemine, et de là, à Donaldsonville, Pas de Calais (France). Les amis et connaissances sont priés d'assister à l'enterrement sans autre invitation.

M. DUCOMET, Agent.

Décédé, hier matin, à 2 heures, Daniel LUCIEN DUBUC, née Englesie Faurie. Les amis et connaissances des familles Dubuc, Faurie et Arquin sont priés de vouloir bien assister à l'enterrement, qui aura lieu aujourd'hui, 29 courant, à 4 heures. Le convoi partira de sa dernière résidence, coin rue Urselines et John's.

H. DUCANTEL et THEO. PORTIENEAT, Directeurs.

N. B.—Les demandes de locations de vestiaire et de la buvette devront être présentées sans délai.

29 janv—3t MevD

RESTAURANT VICTOR,

955.....RUE CANAL.....1955

Entre Bienville et Bourgogne.

A partir de ce jour

Dîners à $1 25.

Potage, quatre plats au choix.
Dessert, Café, une demi bouteille de vin.

Déjeuners à 75 cts.

Trois plats au choix. Dessert.
Café ou Lait, un demi bouteille de vin.
Comme par le passé les personnes qui le désireront pourront y être servi à la carte, à des prix modérés.
Service prompt et soigné.
Entrée particulière pour les dames.
Billards au sixième étage.
On trouvera toujours chez Victor: Huîtres, Poissons, Gibier, Volailles, Fruits, Légumes, Vins, Liqueurs, Cigares, etc.
Victor se charge de tous les dîners et soupers en ville.
Victor sera toujours présent pour recevoir les ordres de ses pratiques.
Victor espère par son activité et son expérience mériter la confiance du public.

29 janv—1m

SERVICE FUNÈBRE.

Un service funèbre sera célébré à 7 1/2 heures du matin, JEUDI PROCHAIN, le 30 janvier, à l'Eglise St. Augustin, p